

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205131]

12 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, les articles 3, § 3, 4, alinéa 2, et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne;

Vu l'avis 56.044/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président ayant dans ses attributions la simplification administrative et l'e-Gouvernement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « autorité publique » : les autorités visées à l'article 1^{er}, 1^o, du décret;

2^o « décret » : le décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes;

3^o « signature électronique » : la signature électronique définie à l'article 2, 1^o, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification;

4^o « signature électronique qualifiée » : une signature électronique avancée, définie à l'article 2, 2^o, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, réalisée sur la base d'un certificat qualifié visé à l'article 2, 4^o, de la loi et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique, au sens de l'article 2, 7^o, de la loi;

5^o « formulaire » : tout document structuré, utilisé dans le cadre d'une procédure, au moyen duquel un usager externe aux autorités publiques adresse des demandes ou échange des informations avec ces dernières;

6^o « formulaire électronique » : version électronique d'un formulaire;

7^o « données de journalisation » : toutes données techniques de connexion ou de trafic enregistrées par les serveurs informatiques des autorités publiques.

Art. 2. Un formulaire électronique complété, validé et transmis, avec ses éventuelles annexes, conformément aux indications qui y figurent, est assimilé au formulaire papier portant le même intitulé, complété, signé et transmis, avec ses éventuelles annexes, à l'autorité publique concernée, conformément aux dispositions décrétales et réglementaires.

Art. 3. L'exigence d'écrit, de support papier ou de support durable est satisfaite par tout instrument permettant à l'autorité publique ou à l'utilisateur de stocker des informations qui lui sont adressées d'une manière permettant de s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées.

Art. 4. Lorsqu'une ou plusieurs signatures ou paraphe sont requis pour assurer la validation d'un formulaire, d'une pièce qui s'y rattache ou de tout autre document requis dans le cadre d'une communication par voie électronique, cette exigence est remplie par l'utilisation d'une signature électronique qualifiée ou par tout autre procédé de signature électronique, reconnu et validé par l'autorité publique, garantissant l'authenticité de l'origine, l'adhésion au contenu de l'acte et le maintien de l'intégrité des informations que le document contient.

Art. 5. § 1^{er}. Moyennant le respect des autres modalités d'envoi prévues pour chaque formulaire électronique, un formulaire peut être valablement envoyé par voie électronique, et ce malgré l'exigence d'envoi postal à une adresse déterminée.

Lorsqu'il est imposé la transmission au demandeur d'un accusé d'enregistrement, l'accusé ainsi que les données de journalisation détenues par les autorités publiques font foi, jusqu'à preuve du contraire, de la réception technique du formulaire et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que du moment de la réception et des données transmises.

§ 2. Sous réserve du droit de chaque service administratif relevant de l'autorité publique d'exiger, si nécessaire et avant toute prise de décision, la remise par le demandeur de la pièce originale au format papier, les pièces justificatives qui accompagnent un formulaire électronique peuvent être remises sous forme électronique.

A défaut de pouvoir remettre une pièce électronique ayant valeur d'original reconnue et validée par l'autorité publique, le demandeur est autorisé à remettre une version électronique constituant une copie de la pièce originale.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le demandeur accompagne cette version électronique d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en possession de la pièce originale qu'il conserve à la disposition des autorités publiques.

Art. 6. L'exigence d'un envoi recommandé est satisfaite par tout procédé de recommandé électronique qui respecte les conditions établies par le Ministre ayant dans ses attributions l'e-Gouvernement.

Art. 7. L'exigence de la mention « lu et approuvé » ou de toute autre mention manuscrite, qui permet d'attirer l'attention de celui qui s'oblige, en authentifiant l'origine de la marque manuscrite et en préservant l'intégrité de l'information, est satisfaite par tout procédé reconnu et validé par l'autorité publique garantissant que l'attention de celui qui s'oblige a été attirée avec la même efficacité sur la portée de son engagement.

Art. 8. L'exigence de sceau ou de cachet se rapportant à une pièce administrative est satisfaite par l'utilisation d'une signature électronique conforme à l'article 4, et sous contrôle soit de la personne morale titulaire du sceau, soit d'une personne susceptible d'engager la personne morale.

Art. 9. L'exigence d'envoi en plusieurs exemplaires est satisfaite dès que les documents ont été transmis par voie électronique moyennant le respect des modalités d'envoi prévues pour la communication du document par l'autorité publique, et pour autant que le procédé utilisé permette la conservation des informations figurant dans le document dans le respect des fonctions d'intégrité et de pérennité, tout en permettant à chacune des parties d'y avoir accès et de les reproduire à l'identique.

Art. 10. Une autorité publique est habilitée à communiquer exclusivement par voie électronique avec un usager en ce qui concerne des communications spécifiques et clairement identifiées, si cet usager a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir uniquement des communications par voie électronique.

L'autorité publique veille à fournir une information claire et compréhensible concernant le droit de s'opposer, pour l'avenir, à communiquer par voie électronique.

Art. 11. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2014.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 pris en application du décret du 14 décembre 2006 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne est abrogé.

Art. 13. Le Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205131]

12. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 in Anwendung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die juristische Anerkennung der elektronischen Formulare der Wallonischen Region

Aufgrund des am 7. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, 1, Absatz 1, 2^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.044/2;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zu dessen Zuständigkeitsbereich die administrative Vereinfachung und die E-Regierung gehören;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1^o "öffentliche Behörde": die in Artikel 1, 1^o des Dekrets erwähnten Behörden;

2^o "Dekret": das Dekret vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden;

3^o "elektronische Signatur": die elektronische Signatur, die in Artikel 2, 1^o des Gesetzes vom 9. Juli 2001 zur Festlegung bestimmter Regeln in Bezug auf rechtlichen Rahmenbedingungen für elektronische Signaturen und Zertifizierungsdienste bestimmt ist;

4^o "qualifizierte elektronische Signatur": eine fortgeschrittene elektronische Signatur, die in Artikel 2, 2^o des Gesetzes vom 9. Juli 2001 zur Festlegung bestimmter Regeln in Bezug auf rechtlichen Rahmenbedingungen für elektronische Signaturen und Zertifizierungsdienste bestimmt ist, die aufgrund eines in Artikel 2, 4^o dieses Gesetzes erwähnten qualifizierten Zertifikats erstellt wird und die durch eine abgesicherte Einheit zur Schaffung einer elektronischen Signatur im Sinne von Artikel 2, 7^o dieses Gesetzes entworfen wird;

5^o "Formular": jegliches strukturierte Dokument, das im Rahmen eines Verfahrens benutzt wird und mit Hilfe dessen ein externer Benutzer Anträge bei den öffentlichen Behörden einreicht oder Informationen mit Letzteren austauscht;

6^o "elektronisches Formular": elektronische Fassung eines Formulars;

7^o "Protokollierungsdaten": alle technischen Verbindungs- oder Verkehrsdaten, die auf den Servern der öffentlichen Behörden gespeichert werden.

Art. 2 - Ein elektronisches Formular mit seinen eventuellen Anlagen, das gemäß den darauf stehenden Anweisungen ausgefüllt, für gültig erklärt und übermittelt wird, wird dem Papierformular mit derselben Überschrift, das gemäß den Dekrets- und Ordnungsbestimmungen ausgefüllt, unterzeichnet und der betroffenen öffentlichen Behörde übermittelt wird, gleichgestellt.

Art. 3 - Die Forderung eines Schriftstücks in Papierform oder auf einem dauerhaften Datenträger wird durch jedes Mittel erfüllt, das der öffentlichen Behörde oder dem Benutzer gestattet, an sie bzw. ihn gerichtete Informationen derart zu speichern, dass sie bzw. er sie später für eine für die Zwecke der Informationen angemessene Dauer einsehen kann, und das die unveränderte Wiedergabe der gespeicherten Informationen ermöglicht.

Art. 4 - Falls eine oder mehrere Unterschriften oder Paraphen erfordert werden, um ein Formular, eine mit ihm verbundene Unterlage, oder jede sonstige im Rahmen einer Mitteilung auf elektronischem Weg erforderliche Unterlage für gültig zu erklären, wird diese Forderung durch die Verwendung einer qualifizierten elektronischen Signatur oder durch jedes sonstige, von der öffentlichen Behörde anerkannte und gebilligte Verfahren, das die Echtheit der Herkunft, das Einverständnis mit dem Inhalt der Urkunde und die Erhaltung der Unversehrtheit der von der Unterlage enthaltenen Informationen gewährleistet, erfüllt.

Art. 5 - §1. Vorbehaltlich der Einhaltung der sonstigen für jedes elektronische Formular vorgesehenen Sendungsmodalitäten kann ein Formular auf elektronischem Weg gültig gesandt werden, und dies trotz der Forderung einer Sendung durch die Post an eine bestimmte Anschrift.

Wenn dem Antragsteller eine Registrierungsbestätigung übermittelt werden muss, sind die Bestätigung sowie die im Besitz der öffentlichen Behörden befindlichen Protokollierungsdaten für den technischen Empfang des Formulars und der ihm beigelegten Unterlagen sowie für den Zeitpunkt dieses Empfangs und der übermittelten Daten bis auf Gegenbeweis maßgebend.

§ 2. Voorbehoudelijk des Rechts jedes der öffentlichen Behörde unterstehenden Verwaltungsdienstes, wenn nötig und vor jeder Beschlussfassung die Übermittlung durch den Antragsteller der Originalunterlage im Papierformat zu verlangen, können die Beweisstücke, die einem elektronischen Formular beigefügt werden, in elektronischer Form übermittelt werden.

Falls er keine von der öffentlichen Behörde anerkannte und gebilligte, als Original geltende elektronische Unterlage übermittelt kann, darf der Antragsteller eine elektronische Fassung, die eine Abschrift der Originalunterlage darstellt, übermitteln.

In dem in Absatz 2 erwähnten Fall fügt der Antragsteller dieser elektronischen Fassung eine Erklärung auf Ehrenwort bei, die bescheinigt, dass er im Besitz der Originalunterlage ist, die er zur Verfügung der öffentlichen Behörden hält.

Art. 6 - Die Forderung einer Sendung per Einschreiben wird durch jedes Verfahren für elektronisches Einschreiben erfüllt, das die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die E-Regierung gehört, festgelegten Bedingungen beachtet.

Art. 7 - Die Forderung des Vermerks "gelesen und genehmigt" oder jegliches anderen handschriftlichen Vermerks, durch welchen die Aufmerksamkeit desjenigen, der sich verpflichtet, durch Authentifizierung der Herkunft des handschriftlichen Vermerks und durch Erhaltung der Unversehrtheit der Information erweckt werden kann, wird durch jedes von der öffentlichen Behörde anerkannte und gebilligte Verfahren erfüllt, durch das garantiert wird, dass derjenige, der sich verpflichtet, mit derselben Wirksamkeit auf die Tragweite seiner Verpflichtung aufmerksam gemacht wurde.

Art. 8 - Die Forderung eines Siegels oder eines Stempels bezüglich eines administrativen Stückes wird durch die Verwendung einer Artikel 4 entsprechenden elektronischen Signatur entweder unter Kontrolle von der juristischen Person, die Inhaberin des Siegels ist, oder von einer Person, die diese juristische Person verpflichten darf, erfüllt.

Art. 9 - Die Forderung der Sendung von mehreren Exemplaren wird erfüllt, sobald die Unterlagen auf elektronischem Weg übermittelt worden sind, unter Einhaltung der für die Übermittlung der Unterlage durch die öffentliche Behörde vorgesehenen Sendungsmodalitäten, sofern das angewandte Verfahren die Erhaltung der in der Unterlage stehenden Informationen unter Einhaltung der Funktionen der Unversehrtheit und des Fortbestehens erlaubt, wobei jede Partei sie einsehen und unverändert wiedergeben kann.

Art. 10 - Eine öffentliche Behörde wird dazu befugt, ausschließlich auf elektronischem Weg mit einem Benutzer zu kommunizieren, was spezifische und deutlich identifizierte Mitteilungen betrifft, wenn dieser Benutzer seine freie, vorherige, spezifische und informierte Zustimmung gegeben hat, um Mitteilungen ausschließlich auf elektronischem Wege zu erhalten.

Die öffentliche Behörde sorgt dafür, eine klare und verständliche Information über das Recht, sich in Zukunft der Übermittlung auf elektronischem Weg zu widersetzen, zu erteilen.

Art. 11 - Das Dekret und der vorliegende Erlass treten am 1. Oktober 2014 in Kraft.

Art. 12 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 in Anwendung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die juristische Anerkennung der elektronischen Formulare der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die E-Regierung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juni 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205131]

12 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, de artikelen 3, § 3, 4, tweede lid, en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van het Waalse Gewest;

Gelet op advies nr. 56.044/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Président bevoegd voor de administratieve vereenvoudiging en de e-Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "openbare overheid" : de overheden bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet;

2° "decreet" : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden;

3° "elektronische handtekening" : de elektronische handtekening omschreven in artikel 2, 1°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatie diensten;

4° "gekwalificeerde elektronische handtekening" : de gekwalificeerde elektronische handtekening bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie diensten, tot stand gebracht op grond van een gekwalificeerd certificaat bedoeld in artikel 2, 4°, van die wet en ontwikkeld d.m.v. een veilig middel voor het aanmaken van een elektronische handtekening in de zin van artikel 2, 7°, van die wet;

5° "formulier" : elk gestructureerd document dat in het kader van een procedure gebruikt wordt en waarmee een gebruiker aanvragen richt aan de openbare overheden of informatie met hen uitwisselt;

6° "elektronisch formulier": elektronische versie van een papieren formulier;

7° "geprotocolleerde gegevens": alle technische connectie- of trafiekgegevens geregistreerd door de informatica-servers van de openbare overheden.

Art. 2. Een elektronisch formulier ingevuld, gevalideerd en met eventuele bijlagen overgemaakt overeenkomstig de daarin opgenomen aanwijzingen, wordt gelijkgesteld met het papieren formulier dat hetzelfde opschrift draagt en dat overeenkomstig de decretale en reglementaire bepalingen ingevuld, getekend en met eventuele bijlagen overgemaakt wordt aan de betrokken openbare overheid.

Art. 3. De vereiste van een geschrift, van een papieren of duurzame drager wordt vervuld door ieder hulpmiddel dat de openbare overheid of de gebruiker in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is aangepast aan het doel waarvoor de informatie is bestemd, en die een ongewijzigde weergave van de opgeslagen informatie mogelijk maakt.

Art. 4. Indien één of meer handtekeningen of parafen vereist worden voor de validatie van een formulier of van een stuk dat er bij gevoegd is, of van elk ander document vereist in het kader van een communicatie via elektronische weg, wordt aan die vereiste voldaan door gebruik te maken van een gekwalificeerde elektronische handtekening of van elk andere techniek van elektronische handtekening, erkend en gevalideerd door de openbare overheid, die de authenticiteit van de herkomst, de toetreding tot de inhoud van de akte en het behoud van de integriteit van de inhoud van elk document waarborgen.

Art. 5. § 1. Mits naleving van de andere verzendingsmodaliteiten waarin voor elk elektronisch formulier voorzien wordt, kan een formulier rechtsgeldig verzonden worden langs de elektronische weg ondanks de vereiste inzake postverzending naar een welbepaald adres.

Wanneer de aanvrager een bericht van registratie moet overmaken, gelden het bericht alsook de geprotocolleerde gegevens waarover de openbare overheden beschikken als bewijs van de technische ontvangst van het formulier en de bijgevoegde stukken, alsook van het tijdstip van ontvangst, en van de overgemaakte stukken, behoudens tegenbewijs.

§ 2. Onverminderd het recht van elke administratieve dienst die onder de openbare overheid valt om desnoods en vóór elke besluitvorming te eisen dat de aanvrager het originele stuk op papier overmaakt, mogen de bij een elektronisch formulier gevoegde bewijsstukken elektronisch overgemaakt worden.

Indien het niet mogelijk is om een elektronisch stuk erkend en gevalideerd door de openbare overheid over te maken dat de waarde van het originele heeft, mag de aanvrager een elektronische versie overmaken die een afschrift van het originele stuk is.

In het geval bedoeld in het tweede lid laat de aanvrager deze elektronische versie vergezeld gaan van een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij in het bezit is van het originele stuk, dat hij ter beschikking houdt van de openbare overheid.

Art. 6. De vereiste inzake aangetekende verzending van een formulier kan vervuld worden via technieken inzake aangetekende elektronische verzending die de voorwaarden bepaald door de Minister bevoegd voor de e-Regering in acht nemen.

Art. 7. De vereiste van de melding "gelezen en goedgekeurd" of van elke andere schriftelijke melding die de aandacht trekt van degene die zich verbindt, door de authenticatie van de herkomst van het schriftelijk kenmerk en door het behoud van de integriteit van de informatie, wordt vervuld d.m.v. elk door de openbare overheid erkend en gevalideerd procédé dat waarborgt dat de aandacht van degene die zich verbindt, gevestigd is met dezelfde efficiëntie op de draagwijdte van zijn verbintenis.

Art. 8. De zegel- of stempelvereiste betreffende een administratief stuk wordt vervuld via een elektronische handtekening overeenkomstig artikel 4, en onder toezicht, hetzij van de rechtspersoon die houder is van de zegel, hetzij van een persoon die de rechtspersoon zou kunnen verbinden.

Art. 9. De vereiste inzake de verzending in verschillende exemplaren wordt vervuld zodra de stukken langs de elektronische weg zijn overgemaakt, met inachtneming van de verzendingsmodaliteiten waarin voor de mededeling van het document door de openbare overheid voorzien wordt, en voor zover het gebruikte procédé de opslag van de informatie toelaat die in het document voorkomt met inachtneming van de functies van integriteit en duurzaamheid, en tegelijkertijd elke partij de mogelijkheid bieden om er toegang toe te hebben en om ze ongewijzigd te reproduceren.

Art. 10. Een openbare overheid is gemachtigd om uitsluitend langs de elektronische weg met een gebruiker te communiceren wat betreft specifieke en duidelijk geïdentificeerde communicaties, als deze gebruiker zijn vrije, voorafgaande, specifieke en op informatie berustende toestemming heeft gegeven om uitsluitend communicaties langs de elektronische weg te krijgen.

De openbare overheid zorgt ervoor dat er een duidelijke en begrijpelijke informatie wordt verstrekt met betrekking tot het recht om zich, voor de toekomst, te verzetten tegen een communicatie via de elektronische weg.

Art. 11. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 oktober 2014.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot toepassing van het decreet van 14 december 2006 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegden de e-Regering behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 12 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE